

Département des Bouches du Rhône
Communes de Berre l'Etang, Châteauneuf-les-Martigues, Rognac,
Istres et Marignane.
Ainsi que le Domaine public maritime.

Arrêté préfectoral n° 89-2016 EA, en date du 27 septembre 2016

ENQUÊTE PUBLIQUE

Remplacement des canalisations GSM1/GSM2
Dans les étangs de Berre et de Vaïne.
Maître d'ouvrage : GEOSSEL MANOSQUE
(Opérateur GEOSTOCK)

2 novembre 2016 – 2 décembre 2016 (inclus)

Rapport d'enquête
2ème partie sur 3
Conclusions motivées
Volet « Travaux »

Commissaire enquêteur : Jean-Robert BAUCHET
Suppléant : Jean-Claude CICCARIELLO
Inscrits sur la liste départementale d'aptitude 2016
Tribunal administratif de Marseille

Architecture du rapport d'enquête

La Société GEOSSEL MANOSQUE a formulé auprès de la Préfecture des Bouches du Rhône :

- au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement (CE) une demande d'autorisation de remplacement de deux tronçons de canalisations de transport d'hydrocarbures ou de saumure traversant les étangs de Berre et de Vaïne ;
- au titre du code général de la propriété des personnes publiques, CGPPP, une demande de concession d'utilisation du domaine public maritime, DPM, pour la réalisation du projet et pour l'ensemble des installations déjà implantées sur le DPM.

Chacune des démarches implique une enquête publique (L123-2/CE et L214-8/CE d'une part et, d'autre part, L2124-1/CGPPP). Toutefois, en application de l'article L123-6/CE, l'autorité compétente (la même dans les deux cas : le Préfet des Bouches du Rhône) a décidé qu'il serait procédé à une enquête unique, laquelle doit faire l'objet de la part du commissaire enquêteur d'un rapport unique et de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Ainsi, le rapport complet d'enquête comporte 3 parties physiquement identifiables :

- la première partie porte sur l'exposé du projet, le déroulement de l'enquête et sur les avis et observations recueillis ;
- la deuxième partie porte sur les conclusions motivées concernant la demande d'autorisation de travaux ;
- la troisième partie porte sur les conclusions motivées concernant la demande de concession

Le présent fascicule constitue la 2^{ème} partie : conclusions motivées concernant la demande d'autorisation de travaux.

Afin de faciliter sa lecture, il comporte les annexes suivantes :

- Arrêté préfectoral portant dérogation « espèces protégées »
- Information publiée par la Préfecture : absence d'avis de l'autorité environnementale
- Autorisation d'accès donnée par Madame BAUDILLON (GSM1, Secteur du Jaï)
- Autorisation d'accès donnée par Madame DROCCO (GSM1, Secteur du Jaï)

1. SYNTHÈSE DU DOSSIER

1.1. Contexte du projet GEOSEL

La société GEOSEL MANOSQUE souhaite procéder au remplacement partiel de deux canalisations de transport d'hydrocarbures ou de saumure, dénommées GSM1 et GSM2, reliant ses installations près de Manosque (04) aux complexes pétrochimiques situés autour de l'étang de Berre, dans les Bouches-du-Rhône.

Les sections concernées par le projet sont celles qui traversent l'étang de Vaïne et l'étang de Berre, dans les Bouches-du-Rhône,

- **entre Rognac, la pointe de Berre et Châteauneuf-les-Martigues pour GSM1,**
- **entre Rognac et la Pointe de Berre pour GSM2.**

Ce linéaire comporte une très large majorité de traversées lagunaires et trois sections terrestres limitées : « Les Cabelles ou Estuaire du Vallat Monsieur » sur la commune de Rognac, la « pointe de Berre » sur la commune de Berre-l'Etang, et le secteur du « Jaï » sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues (Cf. les schémas ci-après).

Une des fonctions principales du stockage de GEOSEL MANOSQUE réside dans le stockage de sécurité pétrolier, rôle éminent dans le dispositif mis en place par l'Etat pour répondre à l'obligation de stockage de réserve, au traité d'adhésion à l'AIE (Agence Internationale de l'Energie) et aux règlements de l'Union Européenne.

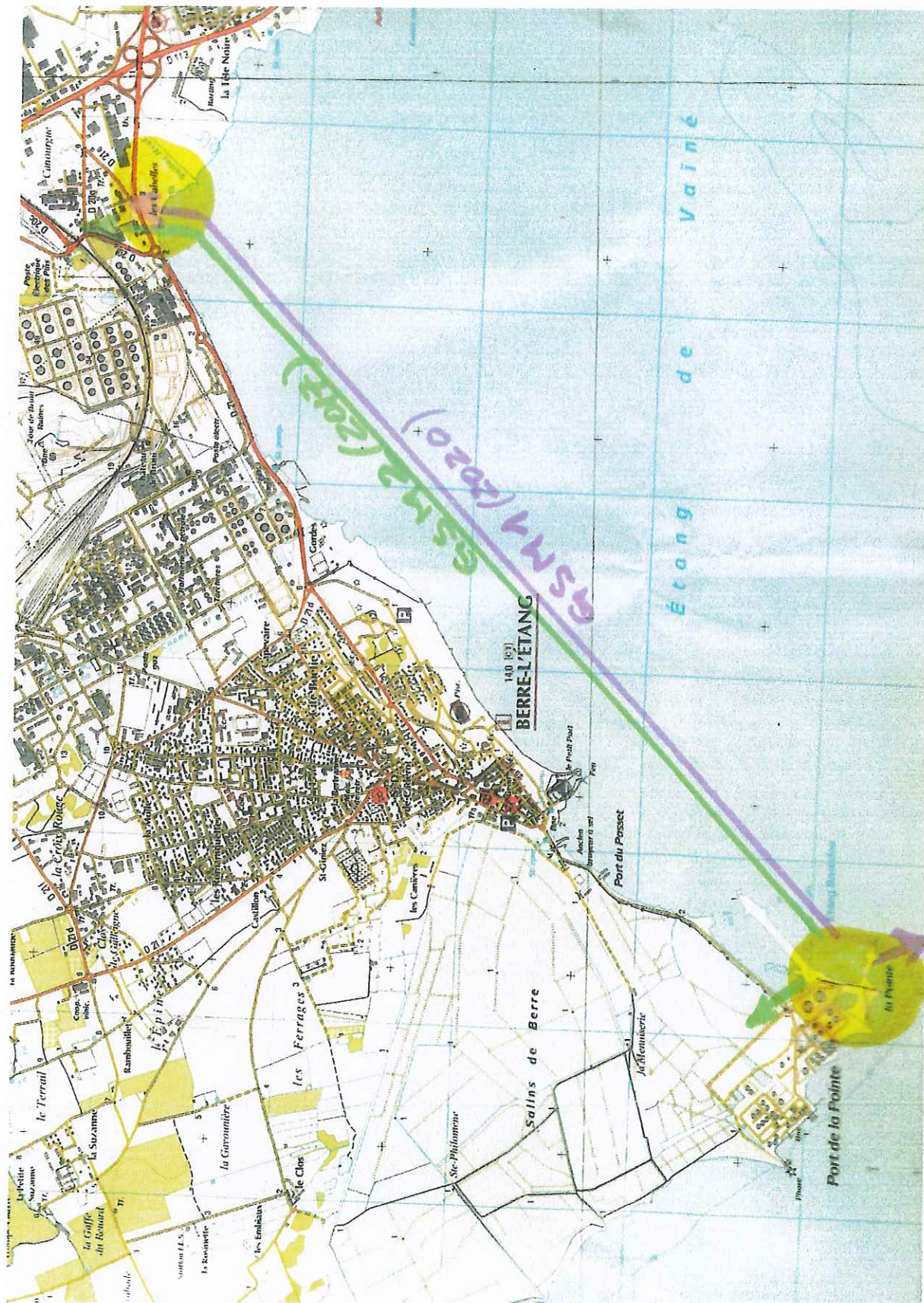
Dans ce cadre, les stocks de sécurité pétroliers sont gérés au niveau national par la société SAGESS qui a pour mission de constituer et conserver des stocks stratégiques de produits pétroliers. Une grande partie des stocks de sécurité pétroliers nationaux (bruts et raffinés), gérés par la SAGESS, sont stockés sur le site de Manosque appartenant à la société GEOSEL MANOSQUE.

Ce site utilise la technique des cavités salines souterraines (injection d'eau douce dans une nappe de sel, dissolution et extraction sous forme de saumure, remplacement par les hydrocarbures liquides, puis compensation systématique des déstockages d'hydrocarbure par de la saumure afin d'assurer la stabilité mécanique des cavités qui peuvent atteindre 300m de hauteur, pour 80m de largeur à la base).

En temps normal, le site est exploité pour les besoins communs de la SAGESS et des opérateurs pétroliers.

En cas de crise d'approvisionnement, sur réquisition des Pouvoirs Publics, l'usage des installations pour le déstockage des produits pétroliers via les canalisations de transport citées ci-dessus (ainsi qu'une canalisation détenue en propre), est réservé exclusivement à la SAGESS.

GEOSEL MANOSQUE doit alors pouvoir répondre aux spécifications opérationnelles et techniques définies par les pouvoirs publics notamment en termes de disponibilité, de sécurité et de débit.



1.2. Motivation de la démarche GEOSEL

La canalisation GSM1 a été construite en 1968 ; elle a été autorisée et déclarée d'intérêt général par décret du 4 décembre 1967.

La canalisation GSM2 entre Rognac et la Pointe de Berre a été construite en 1972. Il s'agit d'un ouvrage d'Intérêt général (Décret du 24 mai 1972) qui a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (Décret du 6 juin 1972) et d'une autorisation d'exploitation de la part de la Direction des Hydrocarbures (2 avril 1975).

Le tronçon de la canalisation GSM2 entre la Pointe de Berre et les étangs d'Engrenier et Lavalduc (atterrage sur la commune d'Istres) a été construit en 1975. Il fut considéré d'intérêt privé lors de sa construction et a fait l'objet d'une autorisation de la part du Ministère du développement industriel et scientifique pour le transport de saumures et d'hydrocarbures (5 août 1975).

- Concernant la canalisation GSM2, les deux dernières inspections (réalisées en 2010 et 2014) ont révélé la présence de défauts de types blisters (inclusions d'hydrogène dans l'épaisseur d'acier du tube) localisés dans le tronçon traversant l'étang de Vaïne.

Une addition de plusieurs facteurs concomitants tend à expliquer ce phénomène : technologie de fabrication des tubes dans les années 1970, tubes non revêtus béton, présence d'H₂S dans les fonds vaseux. En approche statique les blisters ne remettent aucunement en cause l'intégrité des tubes, mais leur caractère évolutif et aléatoire (migration des inclusions de dihydrogène) qui n'est pas maîtrisable, pourrait présenter à terme une faiblesse à prendre en compte dans les cadences d'exploitation (pression/débit) de la canalisation.

C'est pour cette raison que GEOSEL MANOSQUE a décidé de remplacer à titre préventif le tronçon de la canalisation GSM2 traversant l'étang de Vaïne.

- Concernant la canalisation GSM1, une première campagne d'inspection par racleur instrumenté réalisée en 1992 avait mis en évidence une corrosion interne, trouvant son explication dans les premières années de vie du stockage de Manosque où la saumure et les hydrocarbures étaient véhiculés dans cette seule et même canalisation, avec des étapes intermédiaires de rinçage à l'eau de mer, conditions favorisant la corrosion.

A partir de 1972, avec la mise en service de la deuxième canalisation (GSM2), la saumure et les hydrocarbures ont été ségrégués. Cette disposition opératoire, conjuguée aux actions préventives contre le phénomène de corrosion (mise en place d'une protection cathodique par courant imposée, injection d'inhibiteurs de corrosion, mise en place de témoins de corrosion, etc.) ont permis de mieux maîtriser l'évolution corrosive. Mais, dans le même temps, les obligations de GEOSEL MANOSQUE en termes de mobilisation des stocks de sécurité pétroliers, à des cadences (pression/débit) grandissantes, imposent à l'ouvrage des contraintes mécaniques plus importantes que celles prises en compte à sa conception.

La somme de ces deux contraintes impose à terme à GEOSEL de remplacer la totalité de la canalisation GSM1 entre Manosque et Lavéra en fonction des résultats des inspections effectuées tous les 6 ans.

À ce jour, dans le cadre de ce programme de réhabilitation, GEOSEL a déjà procédé au remplacement d'environ 70 % de la canalisation.

1.3. Le programme

Sous réserve des résultats des prochaines inspections périodiques, les travaux de remplacement sont prévus se dérouler,

- en 2017 : canalisation GSM2 dans l'étang de Vaine, pour un linéaire de 5 778m (phase 1),
- en 2020 : canalisation GSM1 dans l'étang de Vaine, pour un linéaire de 5 958m (phase 2),
- en 2025 : canalisation GSM1 dans l'étang de Berre, pour un linéaire de 6 821m ou 6 637m selon l'option technique retenue pour l'atterrissage et la traversée du canal (phase 3).

En liaison avec ces travaux, la Société GEOSEL prévoit la construction terrestre de 4 chambres à vanne conçues pour accueillir les vannes d'isolement afférentes à chaque canalisation et les installations annexes de commande ou de surveillance :

- à Rognac pour la canalisation GSM1 (nouvelle, à proximité de l'existante construite à l'origine pour GSM2 mais qui sera démantelée) ;
- à la Pointe de Berre, d'une part pour GSM2 (existante mais remplacée et relocalisée à quelques centaines de mètres, tout en notant qu'elle dessert aussi les Salins de Berre), d'autre part pour GSM1 (existante, remplacée et relocalisée à proximité) ;
- au Jaï pour la canalisation GSM1 (nouvelle).

Les trois cartes ci-jointes indiquent, pour chacune de ces trois phases, les tracés des canalisations existantes et projetées, ainsi que les aménagements et/ou variantes envisagées.

Trois modes de construction des canalisations sont envisagés à partir de tubes en acier d'une longueur de 12m, d'un diamètre extérieur égal à 508mm, d'une épaisseur de 10mm (actuellement 7,92mm), tubes enrobés d'un revêtement anticorrosion et de béton ferrailé, le diamètre total étant de l'ordre de 60cm :

- préfabrication des tronçons à terre, puis tirage vers la mer ;
- préfabrication des tronçons et installation depuis une barge ;
- préfabrication sur barge, puis remorquage de la canalisation sur zone.

Dans l'hypothèse d'une préfabrication terrestre, celle-ci serait effectuée sur un site localisé en bordure sud-ouest de l'aérodrome de Marignane et donnant sur l'étang de Berre ; ce site fut déjà utilisé pour des travaux antérieurs.

Le budget prévisionnel de ce projet de remplacement est estimé à 15M€ (base 2015) par phase de travaux (cf. volume 2 § 4.7, page 47) ; les mesures d'accompagnement et de réduction sont estimées à 425 k€ (cf. volume 1, §7, pages 53 et 54).

Il est à noter qu'il ne s'agit pas d'un remplacement physique au sens strict, mais d'un nouveau réseau à proximité de l'actuel qui reste en place et sera mis en arrêt temporaire selon les prescriptions de la réglementation en vigueur.

1.4. Conséquences administratives

Pour développer ce projet, la Société GEOSSEL MANOSQUE a déposé auprès de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

- Une demande d'autorisation de travaux requise au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement (CE) issus de la loi sur l'eau ;
- Une demande de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports requise au titre du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), article L2124-3.

Chacune de ces demandes implique que le projet soit soumis à enquête publique en application des dispositions des codes déjà cités, notamment le code de l'environnement en ce qui concerne les modalités de cette enquête (le projet est soumis à étude d'impact).

L'autorité organisatrice de cette démarche est le Préfet des Bouches-du-Rhône qui sera l'autorité décisionnelle.

En application de l'article L123-2/CE les deux enquêtes ont été regroupées sous la forme d'une enquête unique, conduisant cependant - pour le commissaire enquêteur - à formuler des conclusions motivées pour chacune des enquêtes initialement requises.

Les présentes conclusions portent sur la demande de travaux.



2. L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.1 Les dispositions arrêtées

Après concertation avec le commissaire enquêteur (qui s'est lui-même rapproché du maître d'ouvrage pour recueillir son avis), le Préfet des Bouches du Rhône a arrêté les dispositions suivantes :

- Durée : du 2 novembre 2016 au 2 décembre 2016 inclus
- Lieux : Berre l'Etang (siège de l'enquête), Rognac, Châteauneuf les Martigues, Marignane et Istres.
- Permanences du commissaire enquêteur : une permanence de 3 heures sur chaque lieu d'enquête.

Les trois communes Berre l'Etang, Rognac et Châteauneuf les Martigues sont directement concernées par les atterrages des canalisations, tandis que Marignane l'est en tant que site éventuel de construction de ces canalisations (selon le mode qui sera retenu).

La commune d'Istres est uniquement concernée par la demande de concession d'utilisation du DPM pour la canalisation GSM2 existante, les tronçons au-delà de la Pointe de Berre (vers les étangs d'Engrenier et Lavalduc) ayant déjà fait l'objet de travaux d'entretien ou de remplacement.

2.2 Le dossier d'enquête

Le pétitionnaire a rassemblé dans un dossier unique les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises ainsi qu'une note de présentation non technique. Ceci s'inscrit dans le cadre de l'article R123-7 2^{ème} alinéa /CE.

En fait, les contenus réglementaires des dossiers accompagnant chacune des demandes présentent de nombreux points communs (R214-16 II 5° du CE pour la demande de travaux ; R2124-7 et R2124-2 du CGPPP pour la demande concession).

Ce dossier se présente sous la forme de 4 classeurs (volumes), le premier répertoriant toutes les pièces exigées mais renvoyant les études particulières aux trois autres classeurs: concession (volume 2), étude d'impact (volume 3), étude de dangers (volume 4).

Dans le préambule de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête publique, il est considéré que la constitution du dossier répond aux dispositions des articles cités ci-dessus ; de plus, ce dossier a été déclaré recevable pour être soumis aux procédures administratives nécessaires pour la réalisation de l'opération projetée.

L'étude d'impact nécessaire pour la demande d'autorisation de travaux vaut aussi pour la demande de concession ; elle sous-tend le dossier car elle répond à la majorité des prescriptions communes.

Par une note introduite dans le dossier d'enquête (datée du 27 septembre 2016), la Préfecture a informé le pétitionnaire de *« l'absence d'observation de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA en sa qualité d'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, émise dans un délai imparti de 2 mois »*. Cet avis fut aussi diffusé par la DREAL sur son site internet, sous l'intitulé : *« absence d'observation de l'autorité environnementale, émise dans un délai imparti de deux mois »* (site consulté le 14 septembre 2016).

En fait, à partir de ces constats, les différences essentielles entre les deux dossiers résident au niveau,

- de l'étude de dangers pour la demande de travaux, étude qui doit être élaborée sous la responsabilité du pétitionnaire (article R555-8 du CE, introduit par le décret n°2012-615 du 02 mai 2012 « relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques »).

Au regard des obligations, cette étude permet de répondre aux deux interprétations possibles du terme « remplacement » (s'agit-il d'un remplacement ou d'une nouvelle construction ?). Toutefois, si elle permet de mesurer les dangers du projet au regard de l'environnement et de l'homme, elle peut aussi être utilisée pour une recherche des points de faiblesse intrinsèques, dans un contexte de malveillance.

- des avis préalables pour la demande de concession (Préfet maritime, Commission nautique locale citée à l'article R2124-6 du CGPPP, Service gestionnaire du domaine public maritime qui a clos l'instruction administrative) et du projet de convention (article R2124-7 du CGPPP).

La commission nautique locale s'est tenue le 06 octobre 2016 ; elle a émis un avis favorable concernant les travaux avec quelques préconisations : période automne/hiver, balisage de la zone en travaux, publication d'un avis préalable et information des usagers. On relève par ailleurs que l'un des membres (le représentant la Prud'homie de pêche de Martigues) a demandé que *« les canalisations hors d'usage restent au fond de l'étang, pour éviter le brassage de sédiments qui risque de détériorer la qualité de l'eau »*.

2.3 Déroulement de l'enquête

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral la prescrivant.

Toutes les dispositions concernant sa publicité ont été appliquées (journaux, affichage en mairie et sur les lieux, annonce sur les sites internet de la préfecture et des mairies).

Elle n'a pas suscité une mobilisation du public.

3. CONCLUSIONS MOTIVÉES

Concernant la demande d'autorisation de travaux

Sur un plan général, les tronçons objets de la présente enquête publique font partie intégrante des canalisations GSM1 et GSM2. Elles sont associées,

- d'une part au centre de stockage d'hydrocarbures de Manosque, lequel a une vocation principalement stratégique relevant des pouvoirs publics et permettant à la France de remplir ses obligations internationales ;
- d'autre part aux installations de La Mède puis de Fos (GSM1), ou aux étangs d'Engrenier et Lavalduc (GSM2).

Ces canalisations ont fait l'objet de déclarations d'intérêt général (cf. §1.2).

La nécessité de tels ouvrages au regard de l'activité économique autour du golfe de Fos et de l'étang de Berre est soulignée dans la Directive territoriale d'aménagement des Bouches du Rhône approuvée par décret n°2007-779 du 10 mai 2007 (page 112 §3.3.4).

Au plan technique, pour les décennies futures, les imperfections dûment constatées à l'intérieur de ces canalisations ne permettent pas de :

- pérenniser l'outil logistique associé à ce stockage souterrain de Manosque,
- garantir les cadences de mobilisation des stocks de sécurité pétroliers, imposées par l'Etat français et de plus en plus élevées.

Ainsi, le remplacement des tronçons situés dans les étangs de Vaïne et de Berre, qui s'intègre dans une démarche globale, est une nécessité à terme.

Dans ces conditions, le projet - dans son principe - relève de l'intérêt général et ne peut être remis en cause.

Par ailleurs, considérant que le pétitionnaire démontre (volume 3, partie H) la compatibilité du projet avec les documents de planification en vigueur (plans schémas et programmes mentionnés à l'article R122-17 du CE), ce sont donc essentiellement les modalités proposées qui vont déterminer les conclusions de la présente enquête publique, laquelle s'inscrit plus particulièrement dans le cadre de la « loi sur l'eau ».

En analysant le dossier sous cette approche, plusieurs thèmes se dégagent.

3.1 Les solutions de substitution

Les tronçons objets du projet font partie des liaisons entre le site de Manosque, la station de pompage de Rognac, l'aire d'atterrissage de Rognac et,

- les complexe de La Mède et Lavera pour GSM1, via l'aire d'atterrissage du secteur du « Jaï ».

- les étangs d'Engrenier et Lavalduc pour GSM2, via la Pointe de Berre et l'aire d'atterrage d'Istres

[NDLR : pour la bonne compréhension du dossier, au travers notamment des cartes présentées, la station de pompage de Rognac ne doit pas être confondue avec l'aire d'atterrage et la chambre à vanne : la station est située à 1km environ de l'atterrage, au nord, de l'autre côté du nœud routier et de la ligne de chemin de fer ; les canalisations entre l'atterrage et la station sont souterraines, en milieu industriel].

Compte tenu des infrastructures existantes, toute variante de tracé en plan doit s'appuyer,

- pour GSM1, sur la station de pompage de Rognac d'une part, le complexe de La Mède d'autre part ;
- pour GSM2, sur la station de pompage de Rognac d'une part, la Pointe de Berre d'autre part, car elle est utilisée en tant que de besoin pour alimenter les « salins de Berre » et elle doit se raccorder à la canalisation « Pointe de Berre-Istres » existante.

Le porteur du projet démontre qu'un tracé terrestre en bordure des étangs n'est pas réalisable, aussi bien pour GSM1 que pour GSM2, compte tenu :

- des impacts environnementaux entre Rognac et la pointe de Berre ;
- de l'occupation des sols : urbanisation dans les deux cas et traversée de la plateforme aéroportuaire de Marignane pour GSM1 (notamment la piste et les voies de circulation).

Si l'on se place dans une approche de « remplacement », donc à proximité du tracé actuel, j'appuie cette position, que ce soit pour un tracé enterré ou en surface, ce qui conduit à conserver un tracé maritime pour les deux canalisations.

Dans ces conditions, la principale variante d'un tracé lacustre s'appliquerait uniquement à GSM1 avec un tracé direct entre Rognac et Châteauneuf les Martigues.

GEOSEL considère qu'un tel tracé présenterait un risque majeur en cas de fuite, la totalité du contenu de la canalisation se déversant alors dans les étangs. Un point de rupture divise par deux ce risque, ce qui justifie une vanne de sectionnement à la Pointe de Berre (comme actuellement). Par ailleurs de nombreuses inconnues persistent pour le croisement avec d'autres canalisations existantes, ce qui constitue un argument supplémentaire pour rester dans le couloir des canalisations existantes et ne pas créer de nouvelles césures dans l'environnement (Réf. DTA § 3.3.4 page 112).

Je partage cette approche pour conclure que le tracé actuel de GSM1, via la Pointe de Berre, constitue la meilleure solution, en tant que « remplacement », d'autant que des vannes de sectionnement seront généralisées après les atterrages de Rognac, de la Pointe de Berre et de Châteauneuf les Martigues. [Ces vannes seront commandées à partir du site de Manosque grâce à une liaison « fibre optique » posée en parallèle à la canalisation GSM1].

3.2 La notion de « remplacement »

Au sens strict du terme « remplacement », les nouveaux tronçons devraient prendre la place des anciens, ce qui suppose leur enlèvement.

Le porteur du projet démontre (Volume 3, partie E, chapitre 10) qu'un tel enlèvement comporte des risques environnementaux (déstabilisation du milieu) et techniques (au regard d'autres canalisations dont certaines sont opérationnelles) nettement supérieurs à ceux

encourus par un maintien de l'état actuel, tout en précisant que la durée de la « dépose » s'étalerait sur 10 ans compte tenu des périodes possibles de travaux et des ratios quotidiens de dépose : 25mètres/jour (cf. §10.2.1, volume 3 partie, page 357 ; ou dossier concession, volume 2).

Les interférences avec d'autres canalisations méritent d'être soulignées :

- pour GSM1 et GSM2 dans l'étang de Vaïne, souille commune avec une canalisation TRANSETHYLENE « TE 8" » et deux canalisations LYONDELL (« T2 4" » transportant des oléfines ; « T1 3" », qui transportait des produits chimiques) d'une part et, d'autre part, croisement avec trois canalisations dont la canalisation LYONDELL « Q 6" » transportant du propane.
- dans l'étang de Berre, GSM1 longe deux autres réseaux : une canalisation LYONDELL 20" située à quelques dizaines de mètres à l'ouest et surtout la canalisation TRANSETHYLENE (éthylène gazeux sous une pression de plusieurs dizaines de bars) qui lui est physiquement rattachée par cerclage et qui lui sert de lest.

A noter que le lestage de la section GSM2 dans l'étang de Vaïne est assuré par des matelas béton de plusieurs tonnes posés sur la génératrice supérieure tous les 25m.

Simultanément, GEOSSEL propose de mettre les anciens tronçons en « Arrêt temporaire d'exploitation » en appliquant la réglementation en vigueur. Ils pourraient alors servir de secours ou pour d'autres services.

Enfin, lors de la commission nautique locale tenue le 06 octobre 2016, le représentant de la Prud'homie de pêche de Martigues a souligné le risque encouru au regard de la qualité de l'eau par une dépose des canalisations existantes.

Une telle démarche, qui procède du choix de moindre impact, m'apparaît fondée.

3.3 Les travaux et les moyens de surveillance

La nature des travaux et les modes opératoires sont largement décrits dans le dossier d'enquête, notamment dans l'étude d'impact (partie B, chapitre 5). Il y a tout lieu de penser que ces descriptifs seront à la base des appels d'offre qui seront lancés pour l'exécution des travaux.

Il en est de même pour les moyens de surveillance prévus et, si l'opération présente un danger, pour les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident (volume 1, pièce n° 2 chapitre 5):

- gestion des pollutions accidentelles et des risques pendant le chantier ;
- surveillance des canalisations ;
- sécurité et protection de l'environnement.

Enfin, l'étude de dangers fait l'objet d'une présentation spécifique très approfondie (pièce n°8 du dossier : volume 4), après avoir été abordée dans l'étude d'impact (pièce n°4, volume 3, partie E, chapitre 9.4 « effets sur la sécurité »).

Ainsi, je considère que,

- tous les éléments permettant d'apprécier la nature des travaux et de mesurer leur impact en matière de sécurité sont mis à la disposition du public ;***
- la Société GEOSEL porte toute l'attention que nécessite un tel projet en matière d'information et sécurisation.***

[Note : à l'occasion de cette enquête publique et pour de tels projets, on peut s'interroger sur l'opportunité de diffuser des informations très détaillées concernant les installations. Au-delà des aspects pratiques pour ce qui concerne la préfecture, je n'ai pas insisté auprès de la Société GEOSEL pour que le dossier (assez volumineux) soit disponible sur internet. Outre les obligations en matière de publicité, la réglementation exige simplement que le rapport d'enquête soit disponible sur le site de la préfecture si celle-ci a diffusé l'avis d'enquête publique sur ce site (article R123-21/CE)]

3.4 L'impact environnemental du projet

Au regard de cet aspect, deux points doivent être considérés dans leur portée générale :

- l'absence d'observation de l'autorité environnementale concernant le projet, dans un délai de 2 mois à compter de la saisine ; cette absence a été notifiée officiellement par l'autorité préfectorale sur son site internet et dans l'arrêté prescrivant l'enquête, puis portée à la connaissance du public en joignant une note d'information au dossier d'enquête (Annexe au présent fascicule).
- une dérogation à l'interdiction de destruction et de déplacement de spécimens d'espèces végétales protégées (Séneçon à feuilles grasses, Limonium de Provence, Zostère naine) signifiée par arrêté préfectoral en date du 09 février 2016 (Annexe au présent fascicule). Par cet arrêté, les pouvoirs publics rappellent les avis obtenus auprès des autorités compétentes (la DREAL et l'expert délégué Flore du Conseil National de la Protection de la Nature) et surtout définit les mesures de réduction des impacts ainsi que les mesures d'accompagnement et de suivi.
Cet arrêté est exécutoire en ce qui concerne ces mesures. Il conviendra donc qu'elles soient scrupuleusement observées, d'autant que leur portée sera bénéfique à d'autres aspects du projet (information et suivi par la DREAL et la DDTM13).

Ainsi, la valeur ajoutée de la présente enquête publique provient essentiellement des avis recueillis et de mon analyse des domaines courants.

Le 1^{er} septembre 2016, en présence du représentant de la Société GEOSEL, Monsieur Nicolas SARDA, et du commissaire enquêteur suppléant, Monsieur Jean-Claude CICCARIELLO, j'ai effectué une visite approfondie des 3 sites d'atterrage (visites que j'ai renouvelées par la suite, de ma propre initiative). J'ai relevé,

- sur la zone d'impact de Rognac,
 - actuellement, les canalisations enterrées longent la route RD21, à partir du rond point (l'atterrage se situant à proximité) jusqu'à une installation dite « ancienne station de pompage de GSM2 », quelque peu désuète (avec même une ancienne vanne manuelle d'écoulement des saumures dans l'étang) ;
 - à l'avenir, les canalisations arriveront au droit du rivage pour rejoindre, sous 1 mètre environ de sédiments ou remblais, une chambre à vanne qui

sera installée à quelques dizaines de mètres à l'Est de l'installation actuelle, laquelle sera démantelée.

Ainsi, dans cette zone, le projet devrait conduire d'une part à une situation identique en ce qui concerne l'emprise foncière des installations en surface (9 mètres x 6 mètres), d'autre part à un meilleur visuel.

- sur la zone d'impact de la Pointe de Berre,
 - le déplacement des deux chambres à vanne, distantes de quelques centaines de mètres, libérera la proximité immédiate du rivage pour GSM2, se rapprochera de la Pointe (donc du port) pour GSM1 ;
 - ainsi, ce rivage pourra être mis en valeur, d'autant qu'il est parfois encombré de vestiges de béton armé ; du reste, ce point fait partie des mesures de compensation annoncées par GEOSSEL (§1.3, partie I du volume 3, page 458).
- sur la zone d'impact du secteur de Jaï,
 - une fois les travaux effectués (GSM1 en 2025), la situation au regard de l'environnement sera identique à celle qui prévaut actuellement sur la plage, le parking et le port ;
 - toutefois, une chambre à vanne sera installée en partie terrestre, s'appuyant sur la canalisation actuelle qui ne sera pas affectée ;

En conclusion, sur les parties terrestres, l'impact environnemental du projet doit surtout être considéré pendant les travaux de remplacement largement décrits dans le projet. Au final, on constatera un simple déplacement des installations actuelles en surface tout en étant modernisées ; sauf au Jaï où une nouvelle chambre à vanne sera introduite à l'intérieur des terres, mais dont l'emprise foncière sera faible (une cinquantaine de m²).

Ces observations confirment l'analyse détaillée des impacts possibles qui fait l'objet des chapitres 4, 5 et 6 de la partie E du volume 3.

S'agissant de la partie lagunaire, l'analyse des impacts de la fabrication et de la pose des canalisations fait l'objet du chapitre 3 partie E du volume 3, notamment en ce qui concerne :

- la stabilité des formations sédimentaires,
- la qualité du milieu,
- le peuplement lagunaire,
- les usages lagunaires (navigation, pêche, baignade, sports nautiques, chasse maritime, sécurité civile),
- l'ambiance sonore et la qualité de l'air (valant aussi pour les parties terrestres)
- la sécurité (valant aussi pour les parties terrestres).

De plus, dans l'étang de Vaïne, GEOSSEL prévoit de positionner les futures canalisations GSM1 et GSM2 (en parallèle et distantes d'une dizaine de mètres), à environ 250m au sud des canalisations existantes, à une profondeur d'eau moyenne de 2,5 à 3m, diminuant ainsi l'impact sur le rivage.

Enfin, toujours dans les parties lagunaires, les canalisations seront enfouies *a minima* jusqu'à leur génératrice supérieure dans les zones de fonds inférieures à 5m (ceci vaut principalement dans l'étang de Vaïne) ; ailleurs elles seront simplement posées sur le fond.

Dans mon domaine de compétence, j'en retire que le projet est développé dans sa globalité en prenant en considération tous les aspects sensibles environnementaux et humains.

3.5 Incidences sur les sites NATURA 2000

Les incidences du projet sur les sites NATURA 2000 sont analysées en détail dans la partie K du volume 3 (consacré à l'étude d'impact). GEOSEL conclut qu'elles sont négligeables sur l'ensemble des habitats ayant justifié la désignation des 12 sites concernés. Cependant le projet a une incidence faible sur 3 des 7 espèces d'oiseaux : la Sterne naine, l'Echasse blanche et l'Avocette élégante et propose des mesures d'évitement et d'atténuation de ces impacts, notamment l'adaptation du calendrier des travaux à la période automnale/hivernale. Ceci va aussi dans le sens de la préservation des activités balnéaires.

Je ne peux que prendre acte de l'étude et recommander l'exécution des mesures décrites.

3.6 Les effets cumulés avec d'autres projets connus (partie G, volume 3)

Seul le projet de « Ferrières » (amélioration des rives de l'étang de Berre à Ferrières) serait susceptible d'avoir des effets cumulatifs avec le remplacement des canalisations GSM1 et GSM2.

En analysant l'éloignement des projets respectifs, le cumul des emprises, l'impact sur les herbiers, le domaine paysager, ***GEOSEL conclut qu'il n'y a pas d'effets cumulatifs*** entre les deux opérations.

La recherche d'autres projets susceptibles d'avoir un effet cumulatif avec le présent projet a été effectuée par le pétitionnaire auprès de la DREAL ; je prends donc en considération l'analyse et la conclusion figurant dans le dossier.

3.7 Compatibilité avec l'affectation et la propriété des sols (partie H, volume 3 et §3.5 de la pièce 2 volume 1))

Le projet est compatible avec l'affectation des sols telle que définie par les PLU des communes concernées (Rognac, Berre l'Etang, Châteauneuf les Martigues, Marignane).

Au regard de la propriété foncière,

- 97% de la longueur du tracé est situé sur le domaine public maritime, pour lequel une demande de concession est présentée (cf. partie 3 du présent rapport) ;
- Pour les parties terrestres,
 - GEOSEL est propriétaire de la zone d'implantation à Rognac (une demande de traversée d'un chemin communal doit cependant être adressée à la Commune).
 - Dans le secteur du Jaï, le Grand Port Maritime de Marseille a donné son accord pour le franchissement du canal (une convention d'occupation du domaine public sera signée entre les deux parties), des demandes

d'autorisation de voirie seront adressées à la commune de Châteauneuf. Seules deux parcelles « privées » seront impactées, pour lesquelles des « autorisations d'accès et de travaux et de forage » ont été données par les propriétaires (cf. annexes « BAUDILLON » et « DROCCO »), lesquelles seront complétées par des conventions de servitude.

Dans ces conditions, au plan foncier, rien ne s'oppose au développement du projet

3.9 Avis et observations recueillis

- **Les autorités administratives et locales**

Dans le cadre de la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime, les autorités figurant à l'article R2124-7 du CGPPP ont été consultées ; toutes ont émis un avis favorable assorti parfois de recommandations ou de réserves. L'ensemble a été repris dans un " rapport de clôture d'enquête publique administrative " établi par la Direction départementale des territoires et de la mer (service gestionnaire du domaine public maritime), conformément à l'article R2124-7 5° /CGPPP. Ce rapport et les avis furent transmis par la Préfecture des Bouches-du-Rhône et intégrés dans le dossier d'enquête publique (volume 2, partie 2).

J'ai noté que le projet de cahier des charges de la concession levait les réserves et donnait suite aux recommandations formulées par les autorités administratives consultées et qui pouvaient s'appliquer sur le déroulement des travaux (notamment articles 1.4 et 2.2). Ce projet devra être approuvé par le Préfet, ce qui le rendra exécutoire.

Aucun avis formel n'a été transmis par les autorités locales qui sont réputées favorables au projet.

- **Les observations du public**

La présente enquête n'a pas suscité grand intérêt de la part du public.

Un manque de publicité ne peut être évoqué comme raison : les dispositions réglementaires ont été respectées tant en ce qui concerne les publications dans deux journaux, que vis-à-vis de l'affichage dans les mairies et sur les lieux concernés par le projet. Les encarts dans les journaux, les certificats des mairies et les constats d'huissier effectués à la demande de la Société GEOSSEL furent transmis à la Préfecture et j'ai moi-même effectué ces constats.

Conclusion générale

La somme des avis partiels que j'ai développés ci-dessus, me conduit à émettre un avis FAVORABLE à l'exécution, par la société GEOSSEL Manosque, des travaux présentés dans le dossier soumis à la présente enquête publique.

Fait à Eguilles, le 19 décembre 2016

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'J' followed by a horizontal line and a small loop.

Jean-Robert Bauchet

ANNEXES

- Arrêté préfectoral portant dérogation « espèces protégées »
- Information publiée par la Préfecture : absence d'avis de l'autorité environnementale
- Autorisation d'accès donnée par Madame BAUDILLON (GSM1, Secteur du Jaï)
- Autorisation d'accès donnée par Madame DROCCO (GSM1, Secteur du Jaï)



PREFET DES BOUCHES DU RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Bureau de l'utilité publique
de la concertation et de l'environnement

Marseille le,

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT**

ARRÊTÉ

**portant dérogation à l'interdiction de destruction et de déplacement de spécimens
d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet de remplacement
des canalisations GSM1 et GSM2 dans le secteur de l'étang de Berre**

Maîtrise d'ouvrage : GEOSEL MANOSQUE

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2 et R 411-1 à R 411-14 ;
- VU** l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté du 20 avril 1982 modifié fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;
- VU** l'arrêté du 9 mai 1994 fixant la liste des espèces végétales protégées en région Provence Alpes Côte-d'Azur ;
- VU** la demande déposée par la société GEOSEL Manosque, représentée par son Directeur Exploitation, à la préfecture des Bouches-du-Rhône (avec copie à la DREAL PACA), pour instruction administrative et saisine de l'expert délégué Flore du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP), le 9 octobre 2015 ;
- VU** le dossier technique, joint à la demande et composé des pièces suivantes :
- Dossier technique intitulé : « Remplacement des canalisations GSM1 et GSM2 dans l'étang de Berre – Dossier de demande de dérogation à la protection de la Zostère naine, du Sénéçon à feuilles grasses et du Limonium de Provence », réalisé par le bureau d'études Écosphère (avec l'appui du Cabinet Ramade-Gerim et du GIS Posidonie pour la partie marine), pour le compte du maître d'ouvrage – septembre 2015 (123 pages, dont 6 annexes + lexique), complété par une présentation synthétique (17 septembre 2015) ;

- Formulaire CERFA correspondant à une demande sur la flore protégée (annexe 1 du dossier technique) : CERFA n°13 617-01* concernant la destruction, avérée ou potentielle, de trois espèces végétales protégées : Séneçon à feuilles grasses (*Senecio leucanthemifolius ssp crassifolius*), Limonium de Provence (*Limonium cuspidatum*) et Zostère naine (*Zostera noltii*).
- VU le rapport de la DREAL PACA pour le MEDDE/DGALN/DEB et l'expert délégué Flore du CNPN, du 17 novembre 2015 ;
- VU la circulaire du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie/DEB du 10 juin 2014 adressée aux DREAL et précisant les modalités de transmission des dossiers de demande de dérogation au niveau central ;
- VU la consultation du public réalisé sur le site internet de la DREAL PACA entre le 20 novembre et le 7 décembre 2015 ;
- VU l'avis formulé par l'expert délégué Flore du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) le 28 décembre 2015, transmis au Préfet des Bouches-du-Rhône et à la DREAL PACA par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ;

Considérant que la protection de l'environnement, et notamment la protection des espaces naturels, la préservation des espèces animales et végétales sont d'intérêt général ;

Considérant que la réalisation de ce projet constitue une raison d'intérêt public majeur (notamment de nature économique), étayée dans le dossier technique susvisé (page 11 et suivantes) ;

Considérant l'absence d'autre solution plus satisfaisante pour l'environnement après analyse des solutions alternatives présentées dans le dossier technique susvisé ;

Considérant que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation favorable des populations des espèces concernées, sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de suivis retenues par le maître d'ouvrage et détaillées dans le dossier technique ;

Considérant les engagements de GEOSEL MANOSQUE vis-à-vis des mesures en faveur de la biodiversité à mettre en œuvre et la faisabilité avérée de ces dernières ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1 – Identité du bénéficiaire de la dérogation :

Dans le cadre de la réalisation du projet de remplacement de canalisations existantes (GSM1 et GSM2), en 3 phases de travaux distinctes, sur la section située sur le territoire de trois communes bucco-rhodaniennes et au niveau de l'étang de Berre, le bénéficiaire de la dérogation est :

- ✓ La société GEOSEL MANOSQUE, représentée par M. Gilles LE RICOUSSE, Directeur Exploitation – 2, Rue des Martinets - CS 70030 - 92569 RUEL MALMAISON CEDEX, ci-après dénommée le maître d'ouvrage.

Article 2 – Nature des autorisations :

Dans le cadre de la réalisation de l'aménagement visé à l'article 1, la dérogation porte, conformément au formulaire CERFA visé en objet, sur les surfaces définies dans le dossier technique joint à la demande et sur les 3 espèces végétales protégées suivantes (et leurs habitats) :

- ✓ **Séneçon à feuilles grasses** (*Senecio leucanthemifolius ssp crassifolius*) pour laquelle le projet va entraîner la destruction d'environ 300 individus ; la récolte de graines, la mise au point de la germination et de la culture (en vue de la rédaction d'un itinéraire technique) sont prévues, en lien avec le Conservatoire botanique national méditerranéen ;
- ✓ **Limonium de Provence** (*Limonium cuspidatum*), pour laquelle le projet va entraîner la destruction d'environ 200 individus; la récolte de graines, la mise au point de la germination et de la culture (en vue de la rédaction d'un itinéraire technique) sont également prévues, en lien avec le Conservatoire botanique national méditerranéen ;
- ✓ **Zostère naine** (*Zostera noltii*), pour laquelle le projet pourrait potentiellement impacter directement moins d'1 m² d'herbier.

Les destructions et les manipulations seront exclusivement effectuées lors du chantier de construction de l'aménagement visé à l'article 1.

Article 3 – Mesures de réduction des impacts ; mesures d'accompagnement du projet et de suivis ; prescriptions diverses ; montants prévisionnels :

Conformément aux propositions contenues dans la demande de dérogation, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre et prendre intégralement en charge financièrement, sous le contrôle de l'administration, les mesures et actions suivantes (développées et détaillées dans les documents techniques mentionnés dans les visas du présent arrêté) :

- ✓ Mesure AT0 : adaptation du calendrier des travaux (s'appliquant aux 3 phases) ;
- ✓ Mesure AT1 : calage des emprises chantier à terre, précisé sur la carte 13 (mesure applicable aux phases 2 et 3) ;
- ✓ Mesure AT2 : balisage des stations d'espèces remarquables (mesure applicable aux phases 2 et 3) ; la carte 14 met en évidence l'application de cette mesure ;
- ✓ Mesure AT3 : conservation des premiers centimètres de sol pendant les travaux à terre, carte 15 (applicable à la phase 3) ;
- ✓ Mesure AT4 : phasage longitudinal du chantier au niveau de l'atterrissage sud (applicable à la phase 3) ;
- ✓ Suivis de la mise en œuvre des mesures d'atténuation lors des 3 phases du programme ;
- ✓ Mesure AC1 : Récupération des graines de Séneçon et de Limonium sur l'emprise du chantier (en lien avec le CBNM) ;
- ✓ Mesure AC2 : Financement d'un programme de stages universitaires sur la résilience des espèces végétales terrestres impactées par le projet (état initial et protocole) ;
- ✓ Mesure AC3 : Financement d'un programme de stages universitaires sur la résilience de la Zostère naine au droit de la future canalisation (« T0 à T+4 »).

Le chiffrage global prévisionnel des mesures mentionnées ci-dessus s'élève à environ 118 310 € H.T.

Le maître d'ouvrage devra également prendre à sa charge et strictement respecter les prescriptions et précisions suivantes (conditions formulées par le CNPN) :

- Prendre toutes les mesures appropriées (balisage et mise en défens des stations pouvant être évitées, confinement et suivi du chantier par un écologue, etc) pour empêcher tout impact sur les populations des espèces végétales protégées *Myosotis pusilla*, *Ruppia cirrhosa* et *Phalaris aquatica* et limiter au strict minimum les impacts sur les populations des trois espèces végétales protégées impactées pour lesquelles une dérogation est accordée ;
- Prendre toutes les mesures de prévention et d'intervention précoce adaptées, sur les emprises GSM1 et GSM2, pour empêcher l'introduction et l'expansion d'espèces exotiques envahissantes à l'occasion des travaux ;
- Récolter la couche supérieure du sol sur les premiers centimètres contenant la banque de graines au niveau des canalisations à remplacer et la conserver de manière appropriée pour éviter toute contamination par des graines d'espèces envahissantes pendant les travaux ; puis remettre en place cette couche une fois la nouvelle canalisation posée ;
- Réaliser des suivis des populations des espèces végétales protégées évitées, spontanément restaurées après les travaux et éventuellement réintroduites à partir des récoltes de graines, ainsi que de leurs habitats selon le calendrier ci-dessous (adapté à la phénologie des espèces) et sur les zones directement impactées par les travaux. Ce suivi tiendra compte du phasage des travaux, du contexte de la zone (du fait de la présence d'autres industriels et de propriétaires de canalisations susceptibles de faire des travaux et d'un site très fréquenté par les promeneurs et divers usagers) et de la résilience des espèces présumées. Le coût total de cette action est estimé à 30 000 € HT ; (soit 15 passages d'ici à 2040 sur la base de 2 000 €/an, somme à réactualiser en tant que de besoin).

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040
Section 1		x	x	x		x		x			x					x								
Section 2					x	x	x		x		x			x					x					
Section 3										x	x	x		x		x			x					x

- Intervenir éventuellement, au vu des résultats des suivis, par des renforcements de populations des deux espèces protégées terrestres et par une gestion conservatoire appropriée. Ces renforcements n'interviendront qu'après la dernière phase de travaux (d'une part pour éviter des impacts supplémentaires et pour tenir compte des délais courts entre chaque phase de travaux et, d'autre part, du fait des délais à prendre en compte pour définir et mettre en place les itinéraires techniques de germinations pour ces espèces).

Les objectifs de résultats, pour une mise en œuvre efficace et rapide des mesures, l'emportent sur les objectifs de moyens.

Article 4 – Suivi et information des services de l'État

Le maître d'ouvrage informe la DREAL PACA et la DDTM des Bouches-du-Rhône du début et de la fin des travaux.

Il est tenu de signaler à la DREAL PACA et la DDTM des Bouches-du-Rhône, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Le maître d'ouvrage rendra compte annuellement à la DREAL PACA sous la forme d'un rapport de synthèse (où les coûts estimatifs de ces mesures, par poste, seront présentés pour information) de l'état d'avancement de la mise en œuvre de toutes les mesures prescrites à l'article 3.

Le cas échéant, une copie des conventions élaborées et signées par le maître d'ouvrage avec ses partenaires pour la mise en œuvre des actions mentionnées à l'article 3 est adressée à la DREAL PACA, pour information.

Article 5 – Durée de validité de l'autorisation :

La présente autorisation de destruction est accordée pour la seule durée des travaux prévus en 3 phases distinctes, liés à la réalisation du projet visé à l'article 1.

Article 6 – Mesures de contrôle et sanctions

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 7 – Délai et voie de recours :

La présente décision peut être attaquée dans les deux mois de sa notification ou de sa publication devant la juridiction administrative compétente.

Article 8 – Exécution :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A Marseille, le

09 FEB. 2019

Pour le Préfet
et par délégation

Le Secrétaire Général Adjoint

Jérôme GUERREAU



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

Marseille, le 15 SEP. 2016

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLÉMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme HERBAUT

☎ : 04.84.35.42.65

Dossier n° 89-2016 EA

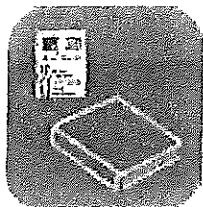
INFORMATION

relative à l'absence d'observation de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA en sa qualité d'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, émise dans un délai imparti de 2 mois concernant le projet présenté par la Société GEOSSEL Manosque relatif au remplacement de plusieurs tronçons de canalisations dans les étangs de Vaïne et de Berre.

Pour le Préfet
La Directrice des collectivités locales
de l'utilité publique et de l'environnement

Annie BÉNÉTREAU





**Avis de l'autorité environnementale :
Absence d'observation de l'autorité
environnementale émise dans un délai
imparti de 2 mois, concernant le projet
présenté par la Société GEOSEL Manosque
relatif au remplacement de plusieurs
tronçons de canalisations dans les étangs de
Vaine et de Berre (13)**



PREFECTURE DE REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
(PREFECTURE DE REGION PACA) - Autorité environnementale

- Contenu
- Sujets
- Description
- Admin
- Infos

Type de document

Etude et rapport internes

Date de publication

14/09/2016

Contributeurs

- DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT PROVENCE-ALPES-
COTE D'AZUR (DREAL PACA) : SCADE-UEE. Autorité
environnementale

Public visé

Grand public

Sujets

- EXPLOITATION INDUSTRIELLE
- INDUSTRIE
- AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
- ETUDE D'IMPACT

Lieux

- FRANCE
- PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
- BOUCHES-DU-RHONE
- BERRE-L'ETANG

Classification

ENTREPRISES ET INDUSTRIES

N° de notice

IFD_REFDOC_0534043

Date de modification

14/09/2016

Contrat

DOCUMENT_CONTRACT_LIBRE

CANALISATION FOS-SUR-MER – ROGNAC**REMPLACEMENT DE LA CANALISATION DN 500 – GSM1 SUD****AUTORISATION D'ACCES ET DE TRAVAUX ET DE FORAGE**

Je soussigné : *Mme BAUDILLON Josefa*
Courrens

Adresse : 17 Chemin des ~~Courrens~~ *Gourants* – 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES

Tél. : 04 42 76 16 25

autorise la société Géostock, Europole de l'Arbois – Immeuble Le Rubis, 165, avenue Galilée, 13857 AIX-EN-PROVENCE, à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessous et/ou cadastrée :

Commune : **CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES** Département : **Bouches-du-Rhône** (13)

Parcelle : **Section AD - N° 1**

dont je suis PROPRIÉTAIRE *avec mes enfants Gérald et Françoise*

Accès au site : par le chemin de la Petite Carraire

Nature des travaux :

Passage d'une canalisation en forage horizontal dirigé sous la parcelle, pour le remplacement de la canalisation DN 500 GSM1

Ces travaux seront réalisés dans le courant de l'année 2020.

Remarques particulières :

La signature d'une convention de servitude viendra compléter cet accord

GEOSTOCK s'engage par ailleurs :

- a) à remettre en état les terrains à la suite des travaux mentionnés ;
- b) à exécuter tous les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur, et de telle sorte que les dommages à la parcelle soient réduits au minimum ;
- c) à régler à l'amiable ou à dire d'expert tous les dommages qui pourraient être causés à la parcelle par les travaux cités ci-dessus.

Fait à : Châteauneuf-les-Martigues

Le : *20 octobre 2016*

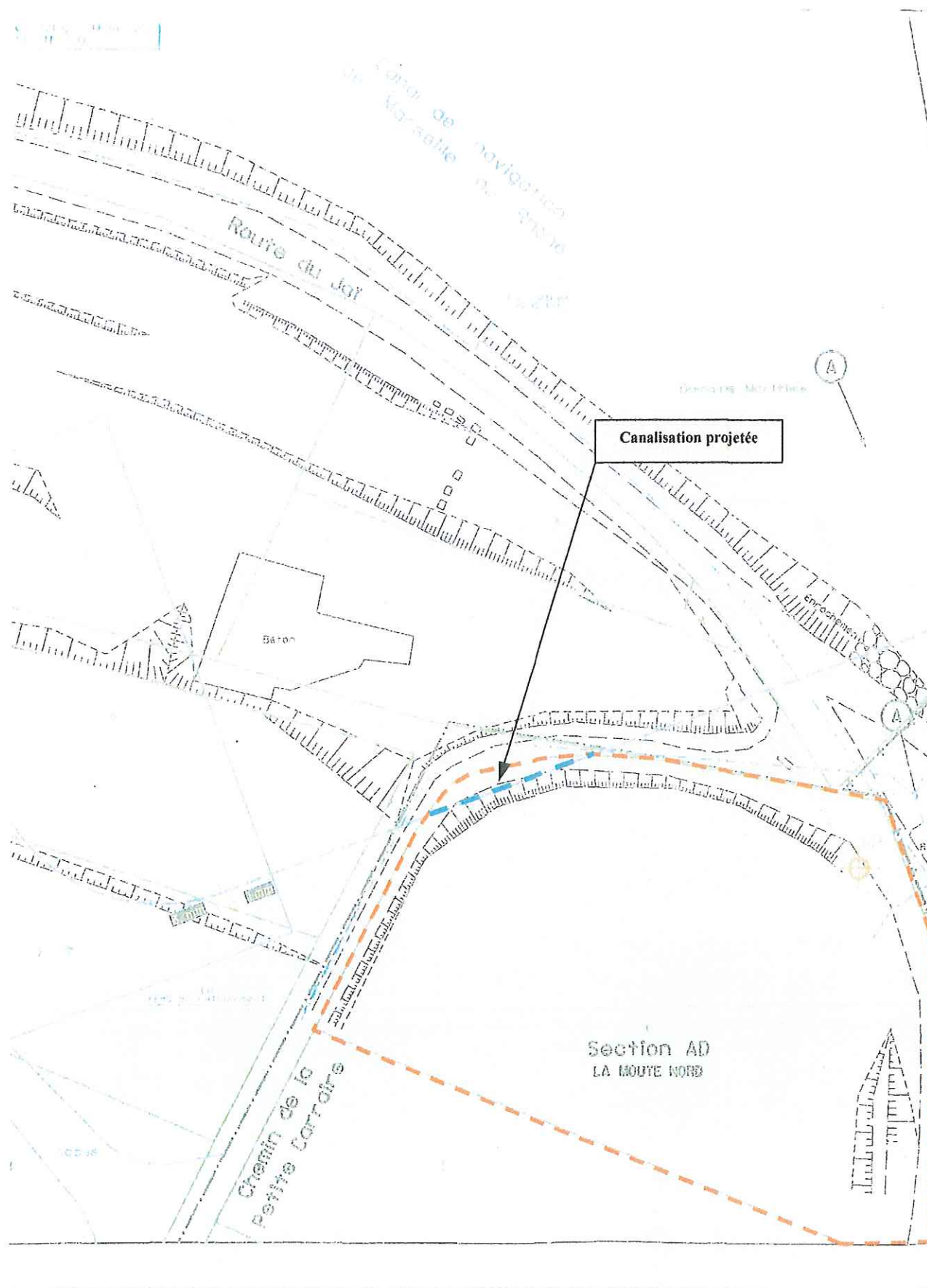
Le représentant EURETEQ pour GEOSTOCK



Le Propriétaire



Localisation des travaux à réaliser : (extrait Plan EUR 8071)



CANALISATION FOS-SUR-MER – ROGNAC**REPLACEMENT DE LA CANALISATION DN 500 – GSM1 SUD****AUTORISATION D'ACCES ET DE TRAVAUX ET DE FORAGE**

Je soussigné : **Madame DROCCO Line**

Adresse : 2 impasse des Lucioles – 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES

Tél. : 04 42 76 29 99

autorise la société Géostock, Europole de l'Arbois – Immeuble Le Rubis, 165, avenue Galilée, 13857 AIX-EN-PROVENCE, à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessous et/ou cadastrée :

Commune : **CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES** Département : **Bouches-du-Rhône (13)**

Parcelle : **Section BY - N° 6**

dont je suis PROPRIÉTAIRE en indivision avec Madame **FALCHI Marinette**

Accès au site : par le chemin de la Petite Carraire

Nature des travaux :

Création d'une plateforme de forage provisoire pour le remplacement de la canalisation DN 500 GSM1

Raccordement de la nouvelle conduite sur le réseau existant Géostock

Ces travaux seront réalisés dans le courant de l'année 2020.

Remarques particulières :

La signature d'une convention de servitude viendra compléter cet accord

GÉOSTOCK s'engage par ailleurs :

- a) à remettre en état les terrains à la suite des travaux mentionnés ;
- b) à exécuter tous les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur, et de telle sorte que les dommages à la parcelle soient réduits au minimum ;
- c) à régler à l'amiable ou à dire d'expert tous les dommages qui pourraient être causés à la parcelle par les travaux cités ci-dessus.

Fait à : Châteauneuf-les-Martigues

Le : **20 octobre 2016**

Le représentant EURETEQ pour GÉOSTOCK



Le Propriétaire



Fait à Foscarte le 20 octobre 2016



Localisation des travaux à réaliser : (extrait Plan EUR 8071)

